

Lille, le 18 mars 2022

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles (DCPI)
Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement (BICPE)
Affaire suivie par Pôle 1
pref-bicpe1@nord.gouv.fr

Monsieur le président,

En application de l'article R. 515-71-I du code de l'environnement, vous m'avez transmis par courriels des 9 mars et 3 juillet 2020 ainsi que par courrier du 24 février 2021, votre dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, ainsi que les compléments demandés. Je vous informe que le respect de ces MTD vous est applicable à compter du 17 août 2022, soit 4 ans après la parution des dites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R.515-70-I du même code.

Suite à l'instruction de ce dossier, je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à votre secteur d'activité, à savoir les conclusions pour le traitement des déchets précitées.

Pour rappel, les délais et prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont déjà applicables à l'exploitation de vos installations. Aussi, compte tenu de votre déclaration, je ne vous impose pas de prescriptions complémentaires. Les dispositions génériques des annexes 2 et 3.1 vous seront directement applicables à partir du 17 août 2022.

Je vous rappelle également que le respect des meilleures techniques disponibles 22 et 24 relatives à l'utilisation rationnelle des matières et au développement de la réutilisation des emballages est un des principes inscrits dans le Titre IV du livre V du code de l'environnement (notamment aux articles R. 543-66 et suivants) qui vous est déjà applicable.

Votre dossier de réexamen et ses compléments font foi et leur respect est donc susceptible d'être contrôlé par la DREAL Hauts-de-France dès à présent, et à échéance du 17 août 2022, date à laquelle il deviendra réglementairement opposable. Comme vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R. 515-68 du code de l'environnement ni d'appliquer des techniques alternatives, tous les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) applicables à votre établissement doivent être respectés à compter de cette date repère.

Monsieur Étienne FLAMME
Président directeur général de Flamme Environnement
Société Recyclage des Vallées
Z.I « Sous le Mont » - B.P. 136
59330 HAUTMONT
etienne.flamme@flamme.fr

Enfin, je prends acte de la transmission de votre rapport de base réalisé par SOCOTEC en date du 25 mars 2020 et référencé n°1905A1482000092.

La conclusion de ce document préconise, au regard de la campagne de mesure réalisée dans les eaux souterraines, la mise en place d'un premier suivi quadriennal avec réalisation de deux campagnes de mesures par an (hautes eaux et basses eaux) afin de suivre l'évolution des paramètres / composés recherchés dans ce rapport de base. Il est préconisé pour chaque campagne, en adéquation notamment avec l'historique du site et l'activité du site, l'analyse des composés suivants : pH, conductivité, métaux (Arsenic, Cadmium, Chrome, Cuivre, Nickel, Plomb, Zinc, Mercure), Hydrocarbures Totaux, HAP, BTEX, Solvants Chlorés, PCB.

Cette préconisation sera reprise sous forme de prescription réglementaire dans le cadre d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Dans cette attente, je vous invite toutefois à commencer dès à présent la réalisation des campagnes de surveillance des eaux souterraines suivant les modalités de cette préconisation.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
La chef de bureau


Céline DOUAY